Iran :

Réémergence d’une puissance énergétique majeure ?

COMPAGNIE MEDITERRANEENNE D’ANALYSE ET D’INTELLIGENCE STRATEGIQUE

© CMAIS 2015

Sommaire

Contexte 5
Effondrement des cours du baril 5
Le retour de l'Iran en tant que puissance énergétique majeure 6
L'Iran : les atouts d'une puissance énergétique 8
Réserves « prouvées » et « probables » de pétrole 8
Réserves prouvées de Gaz naturel 9
Une position stratégique et une zone de transit énergétique incontournable 10
Les pipelines (gazoducs et oléoducs) : Instruments d'influence géopolitique 12
Le projet de pipeline Nabucco 13
Le projet de pipeline Iran-Irak-Syrie (dit Pipeline Islamique ou pipeline de l'amitié) 15
Le projet « Corridor Gazier du Sud » (TANAP—TAP) 16
Le projet IP (Iran - Pakistan) 17
Le projet IPI (Iran - Pakistan - Inde) : 18
Le projet MEIDP « Middle East to India Deep Water Pipeline » 19
Pluralité des scenarios et futurs bouleversements géostratégiques 21
Emergence de l'Iran et isolement de la Russie 22
Rapprochement plus important de l'Iran avec la Russie et le bloc Eurasiatique 23
Sources 26

© CMAIS 2015

© CMAIS 2015

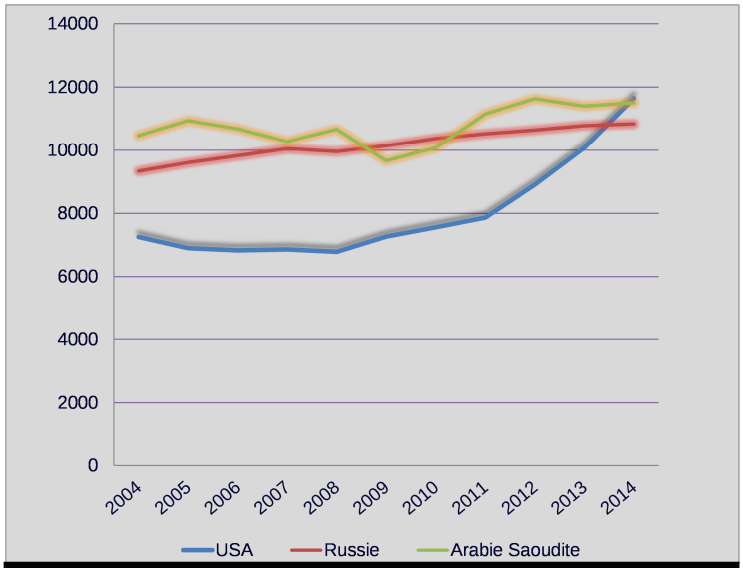
Contexte

Effondrement des cours du baril

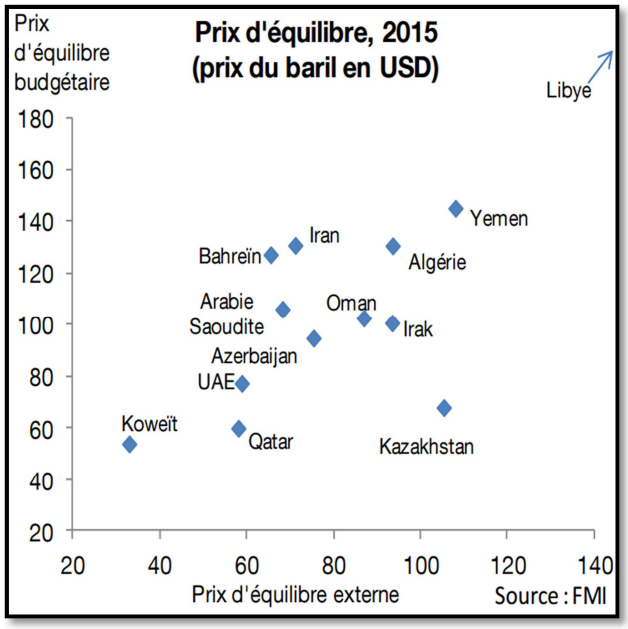
Les cours du baril de pétrole sont à leurs plus bas niveaux historiques depuis 2009. Cette chute fait suite à une forte dynamique baissière amorcée en juin 2014. Le cours du baril de Brent est passé progressivement de 114 US$ le 20 juin 2014 à 45 US$ le 21 aout 2015 (soit une baisse de 60,5% en un an).

Cours du baril de pétrole Brent (en dollars US)
Source : daily-bourse.fr

Cette chute des cours, causée en partie par une offre largement excédentaire du fait de l'accroissement de la production américaine de pétrole, et par un ralentissement de la croissance économique mondiale, notamment celle de la Chine, qui représente *10% de la demande mondiale de pétrole,* est loin de profiter à tous les pays. Car si elle a permis à certains pays non-producteurs de réduire leur facture énergétique et de rééquilibrer leurs comptes extérieurs, cette baisse risque cependant de fortement fragiliser les équilibres macro-économiques de plusieurs pays producteurs de pétrole, dont l'économie est très peu diversifiée et qui est, par conséquent, fortement dépendante des exportations d'hydrocarbures. On peut citer, par exemple, l'Algérie, le Nigéria, le Venezuela, l'Arabie Saoudite, …



En 2014, les Etats-Unis deviennent le premier producteur mondial de pétrole
Source : British Petroleum



Bien que ces pays aient réussi à constituer d'importantes réserves de change durant la période où les cours du baril de pétrole dépassaient la barre des 100 US$, leur permettant ainsi d'amortir l'impact de la baisse des cours, ces dernières risquent de fortement diminuer à moyen terme si les cours se maintiennent durablement à des niveaux bas. De même, la dégradation des équilibres extérieurs de ces pays pourrait se traduire par une dépréciation de leur monnaie et par une baisse du niveau de leurs réserves de change.

Le retour de l'Iran en tant que puissance énergétique majeure

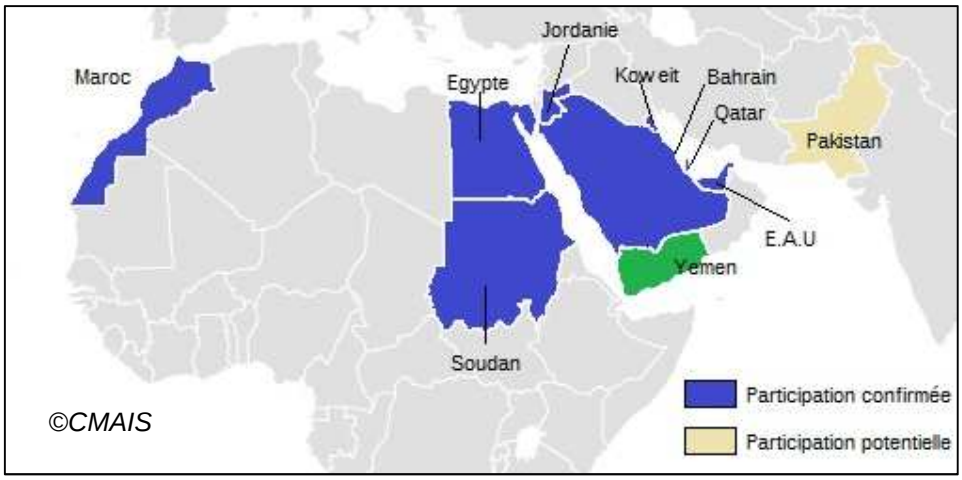
Dans ce contexte d'effondrement du prix du baril et de fragilité socio-économique de plusieurs pays de la région du Moyen-Orient, le retour attendu de l'Iran sur le marché des hydrocarbures doit faire l'objet d'une attention particulière. En effet, la levée prochaine des sanctions économiques imposées par les pays occidentaux et par l'ONU va peser très lourdement sur la baisse des cours des hydrocarbures aggravant ainsi le climat de tension générale dans la région MENA (Middle East - North Africa). Selon la Banque Mondiale, la levée des sanctions contre l'Iran pourrait se traduire par une baisse de 10 US$ du cours du baril de pétrole, suite à l'augmentation de l'offre excédentaire mondiale qui est évaluée à 2 millions de barils jours à l'heure actuelle.

L'Iran par le biais de son ministre du pétrole Bijan Namdar Zanghaneh, a affirmé pouvoir augmenter sa production de pétrole (*actuellement 3 millions de barils/jour*) de 500.000 barils/jour dès la levée des sanctions, puis d'un million de barils/jour après un mois. De même, l'Iran dispose de stocks flottants estimés entre 30 et 40 millions de barils qui pourraient être mis sur le marché. Cette nouvelle donne économique fait de l'Iran un nouvel acteur incontournable sur le marché des hydrocarbures et lui offre les moyens de traduire sur un plan géopolitique, les futurs acquis de son nouveau statut de « *puissance* énergétique », sachant que l'Arabie Saoudite, le principal rival régional de l'Iran, risque de faire face à d'importantes difficultés économiques si le cours du baril de pétrole continue de baisser.

Le Fonds monétaire international estime que l'économie saoudienne devrait afficher fin 2015 un déficit budgétaire représentant environ 20% du PIB, soit le niveau le plus important depuis 1999.

© CMAIS 2015

De même, l'enlisement de l'Arabie Saoudite dans la crise yéménite qui coûte de plus en plus cher économiquement, son incapacité à venir à bout des miliciens Houtis (*soutenues officieusement par l'Iran*), et la levée de l'embargo sur l'Iran pourrait aboutir à d'importantes reconfigurations régionales.

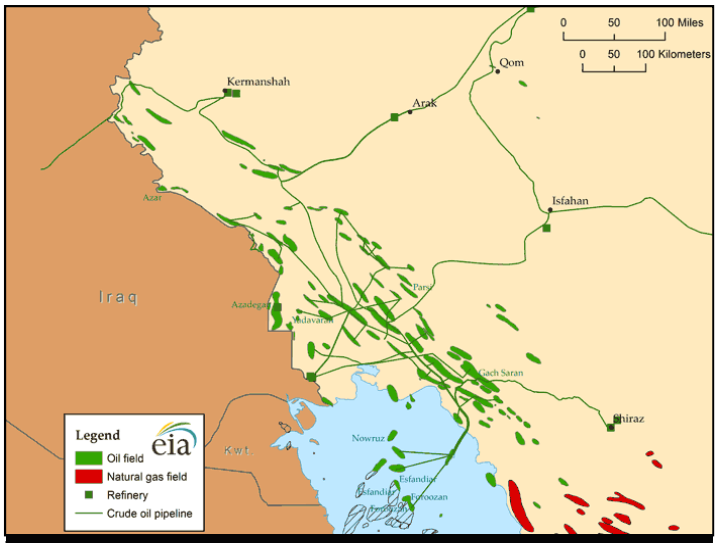


Ainsi plusieurs scénarios sont envisageables. une hypothèse serait que l'objectif stratégique de Washington avec cet accord, viserait à rétablir l'Iran dans le rôle qu'il exerçait sous le régime du Shah avant la révolution islamique, à savoir, celui de gendarme régional. Cela permettra aussi d'isoler davantage la Russie de l'Europe en faisant de l'Iran une alternative énergétique viable pour les pays européens, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis de Moscou, sur fond d'une crise ukrainienne toujours latente et d'une implication militaire russe accrue dans le conflit syrien.

Cependant, l'Iran dispose-t-il des atouts énergétiques et stratégiques nécessaires en vue d'une émergence en tant que puissance énergétique majeure ? De même, la prochaine levée des sanctions aboutira-t-elle à la relance des nombreux projets de pipelines suspendus du fait de la politique d'isolement de l'Iran menée par les Etats-Unis ? Et enfin, dans quelle mesure Téhéran pourrait-elle convertir tous ces atouts en instruments d'influence géopolitique ?

L'Iran : les atouts d'une puissance énergétique

Réserves « prouvées » et « probables » de pétrole



Les principaux champs pétrolifères iraniens en « onshore » et en « offshore » dans le Golfe Arabo-Persique.

Selon le « *Oil & Gas Journal* » de Janvier 2015, l'Iran disposerait d'une réserve prouvée de pétrole de 158 milliards de barils, soit 10% des réserves mondiales prouvées de pétrole.

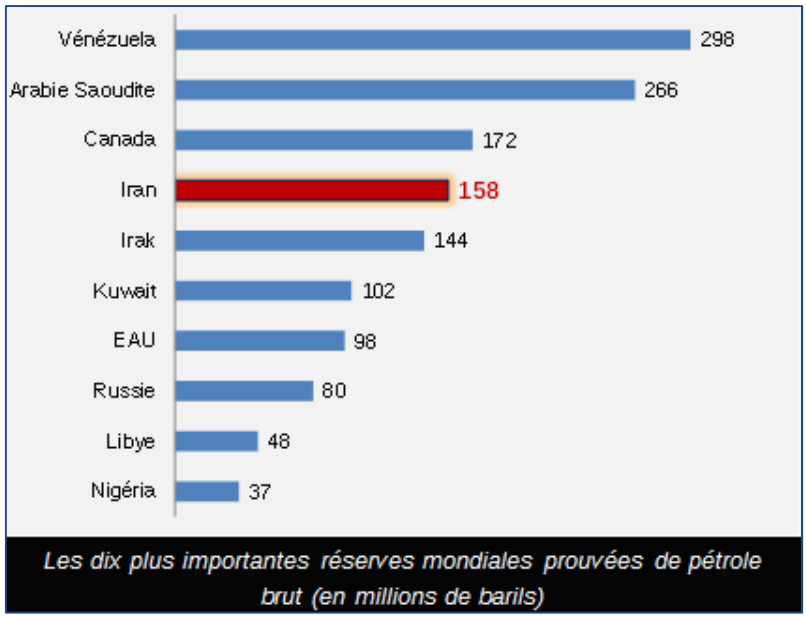
Une grande partie de ces réserves a été découverte il y a des décennies. Selon un rapport de « Clyde & Co[1] », environ 80% des réserves iraniennes de pétrole ont été découvertes avant 1965. Cependant l'un des plus importants champs pétrolifères iraniens, celui d'Azadegan, a été découvert relativement récemment, en 1999.

Selon le FGE (Facts Global Energy), un groupe international de consulting dans le domaine de l'énergie et des marchés des hydrocarbures, approximativement 70% des réserves iraniennes de pétrole sont situées en « *onshore* », tandis que tout le reste est situé en « *offshore* », en majorité dans le Golfe Arabo-Persique.

L'Iran disposerait également de réserves « prouvées » et de réserves « probables » de pétrole d'environ 500 millions de barils (dont 340 millions de barils probables) situées pour la plupart dans la mer Caspienne. Mais l'exploration et le développement de ces réserves sont à l'arrêt en raison de différends territoriaux avec les pays limitrophes, à savoir l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. L'Iran partage également un certain nombre de champs pétrolifère « *onshore* » et « *offshore* » avec d'autres pays voisins, à savoir l'Irak, le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite.

[1] Cabinet d'avocats spécialisé dans le droit des affaires et intervenant dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de la marine.

© CMAIS 2015



Les dix plus importantes réserves mondiales prouvées de pétrole brut (en millions de barils)

Réserves prouvées de Gaz naturel

Selon l'Agence d'Information sur l'Energie américaine (EIA[2]), l'Iran détenait, en 2014, la seconde plus importante réserve en gaz naturel du monde derrière la Russie, ce qui représente 17% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel et le tiers des réserves de l'OPEC.

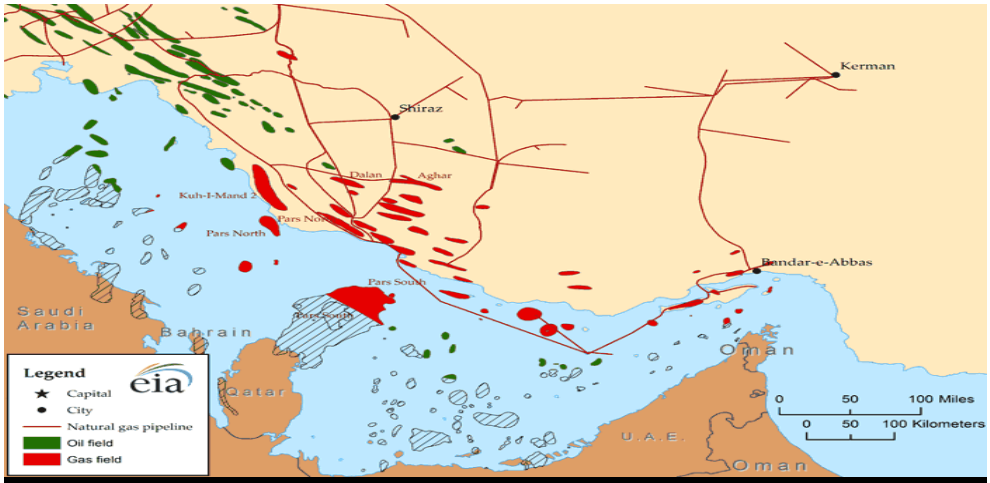
> *Selon la British Petroleum (BP), à partir de 2013, il faudrait considérer l'Iran comme le pays avec les plus grandes réserves de gaz naturel au monde. BP attribuait à cette époque 33.600 milliards de m³ de réserves de gaz naturel à l'Iran, et ramenait les réserves russes de 44.600 milliards de m³ à 32.900 milliards de m³. Cet important changement est dû à la prise en compte du fait que les pays de l'ex-URSS utilisent des critères différents du reste de la communauté internationale pour ramener leurs réserves de gaz. 32.900 milliards de mètres m³ est ce que l'on obtient quand on suit la méthode internationale. Par conséquent, si l'on applique les critères de BP,* ***l'Iran disposerait de la plus importante réserve mondiale de gaz naturel*** *devant la Russie.*

L'Iran affiche un taux de réussite élevé de l'exploration de gaz naturel, qui est estimé à 79%, si l'on compare à la moyenne mondiale qui est de 30 à 35% de taux de réussite selon le FGE. Par conséquent l'exploration de nouvelles réserves de gaz naturel ne constitue pas une priorité pour l'Etat iranien, étant donné l'existence d'importantes réserves connues encore sous exploitées. Mais bien que les découvertes et les explorations de gaz naturel soient limitées, en 2011, quatre nouvelles importantes découvertes ont été annoncées : *Khayyam* (*en onshore*), *Forouz* B (*en offshore dans le*

[2] US Energy Information Administration

© CMAIS 2015

Golfe Arabo-Persique), *Madar* (*en offshore dans le Golfe Arabo-Persique*) et *Sardare Jangal Fields* (*en Offshore dans la mer Caspienne*).



Les principaux champs gaziers (onshore et offshore) de l'Iran

Néanmoins, le champ d'exploitation de gaz naturel le plus important d'Iran reste le « *South Pars* ». Situé en offshore au centre du Golfe Arabo-Persique, l'exclusivité de son exploitation revient à l'Iran. Il fait partie d'un gisement de gaz plus large qui traverse les eaux territoriales de l'Iran et de l'émirat du Qatar où ce champ porte le nom de « *North Fields* ». Les réserves de gaz naturel de *« South Pars* » représentent près de 40% du total des réserves de gaz naturel de l'Iran.

> *Selon « Energy & Capital3 », l'Iran perdrait par manque de moyens technologiques autant de gaz naturel que l'Azebaïdjan n'en produit.*

Les autres principaux champs gaziers iraniens sont : *Kish*, *North Pars*, *Tabnak*, *Forouz* et *Kangan*. Ces champs détiennent également de grandes quantités de réserves de ***condensats***.

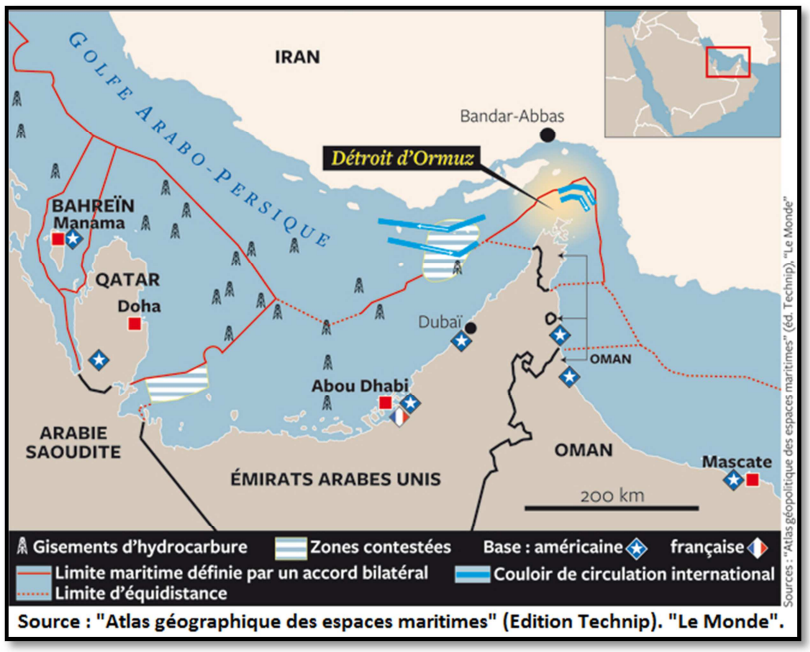
> *Un **condensat** de gaz naturel est un mélange liquide d'« hydrocarbures légers » obtenu par condensation de certains gaz naturels bruts. Ce condensat est aussi parfois dénommé « liquide de puits de gaz naturel », « pentane plus », « C5+ ».*

Une position stratégique et une zone de transit énergétique incontournable

Outre les énormes réserves en hydrocarbures dont recèlent le sous-sol iranien, l'Iran dispose d'un autre atout majeur, celui d'une position géographique stratégique. Elle lui permet d'avoir une influence et un contrôle direct sur l'un des principaux carrefours du trafic mondial de pétrole et de gaz naturel : le détroit d'Ormuz.

[3] Site web spécialisé sur le secteur des hydrocarbures

Le détroit d'Ormuz : Un verrou stratégique



Le détroit d'Ormuz constitue un étroit passage stratégique pour le transit énergétique. Entre 30% et 40% du trafic maritime de pétrole, soit environ 20 % du trafic tous modes confondus, transite par ce couloir particulièrement vulnérable en raison de sa faible largeur, 50 km environ, et de sa profondeur, qui n'excède pas soixante mètres. Le détroit est parsemé d'îles désertiques ou peu habitées mais d'une grande importance stratégique : les îles iraniennes d'Ormuz, et celles de Qeshm et de Larak, face au rivage iranien de Bandar Abbas. La rive omanaise, la péninsule du Musandam, forme un index qui pointe vers l'Iran, séparée du reste du sultanat par des terres appartenant aux Émirats Arabes Unis.

Sur un plan régional, on distingue dans le détroit trois catégories d'États riverains : au nord, l'on trouve l'Irak, le Koweït, le Qatar et Bahreïn dans la mesure où le détroit apparaît comme leur principale porte d'entrée et voie majeure de transit pour leur commerce ; au sud se situent d'une part l'Arabie saoudite pour qui le détroit constitue la seule voie de sortie pour ses côtes orientales ; restent l'Iran, Oman, et les Émirats arabes unis qui se partagent la sortie du détroit. Sur le plan militaire, l'Iran a renforcé sa ligne de défense avec le port militaire de Bandar Abbas situé à l'entrée du détroit et des bases militaires protégeant les îles de Tomb et Abu Musa.

Sur un plan international, plusieurs acteurs sont également présents. La Vème flotte américaine est notamment basée à Manama au Bahreïn, deux porte-avions nucléaires patrouillent sur les eaux du Golfe avec un troisième au large d'Oman. Les Etats-Unis ont également la base de Diego Garcia dans l'Océan Indien. La France dispose quant à elle, depuis le 26 mai 2009, d'une base interarmées permanente à Abu Dhabi. Elle comprend trois sites : le port de Mina Zayed pour la marine, *Zayed Military City* pour l'armée de terre, et Al-Dhafra pour l'armée de l'air avec un escadron de six avions Rafale.

Les pipelines (gazoducs et oléoducs) : Instruments d'influence géopolitique

Le potentiel énergétique de l'Iran ne pourra pleinement s'exprimer sans un important accès aux principaux marchés à savoir l'Union Européenne, l'Inde, le Pakistan, la Chine. Mais les sanctions contre l'Iran et les pressions effectuées par Washington sur plusieurs pays convoitant le gaz iranien, ont longtemps entravé ou empêché la réalisation d'importants projets de pipelines impliquant l'Iran. Ces projets ont été soit abandonnés soit mis en suspens. Les Etats-Unis voient dans ces projets de pipelines un potentiel vecteur et instrument d'influence géopolitique et de pénétration économique qui pourrait permettre à l'Iran de sortir de son isolement et de renforcer sa position de puissance régionale, et à terme d'émerger en tant que puissance énergétique incontournable. Cependant, avec le « plan global d'action conjoint » qui implique une levée progressive des sanctions imposées à Téhéran, la situation risquerait de profondément changer en faveur de l'Iran. Ainsi, une réactivation de certains projets de pipelines maintenus en suspens jusqu'à présent n'est pas à exclure, laissant entrevoir l'éventualité d'une future concurrence entre l'Iran et son allié de circonstance, la Russie, notamment au niveau du marché européen.

Les 3 principaux projets pour l'approvisionnement de l'Europe en gaz : Nabucco, South Stream (principal rival du projet Nabucco, voulu par la Russie) et Nord Stream.
Source : Le Figaro

Le projet de pipeline Nabucco

Le pipeline Nabucco était censé disposer d'une capacité de 31 milliards de mètres cubes de gaz annuellement. Le projet consistait à faire venir le gaz naturel de la mer Caspienne vers l'Europe Centrale à travers un pipeline d'une longueur de 1 326 kilomètres.

Initialement, l'Iran était inclus dans le projet en tant que source principale de gaz naturel. L'Etat iranien était, quant à lui, très enthousiaste pour la réalisation de Nabucco et se disait prêt à fournir dix milliards de mètres cubes de gaz pour le soutenir, mais les sanctions américaines ont écarté toute possibilité d'inclure l'Iran dans le projet. L'Azerbaïdjan, seule alternative viable à l'Iran, a été retenu en tant qu'unique source de gaz pour le projet Nabucco. Cependant, l'Azerbaïdjan a refusé de garantir l'envoi du gaz tant qu'il n'avait pas de preuves tangibles que le pipeline était viable. Par conséquent, les banques et les pays récepteurs du gaz azerbaïdjanais n'étaient également pas disposés à s'engager davantage dans ce projet sans la garantie d'approvisionnement en gaz de l'Azerbaïdjan.

Si les pressions américaines ont réussi à exclure l'Iran de ce projet et à l'isoler davantage, elles ont par contre conforté la Russie dans sa position de principal fournisseur de gaz à l'Europe, accentuant davantage le niveau de dépendance de l'UE vis-à-vis de la Russie. Mais avec le « ***Plan d'action conjoint*** **»** signé le 14 juillet 2015 par l'Iran et le groupe E3/EU+3 (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) qui prévoit la levée des sanctions imposées à l'Iran par les États-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies, la relance du projet « Nabucco » par une réintroduction de l'Iran devient de plus en plus plausible.

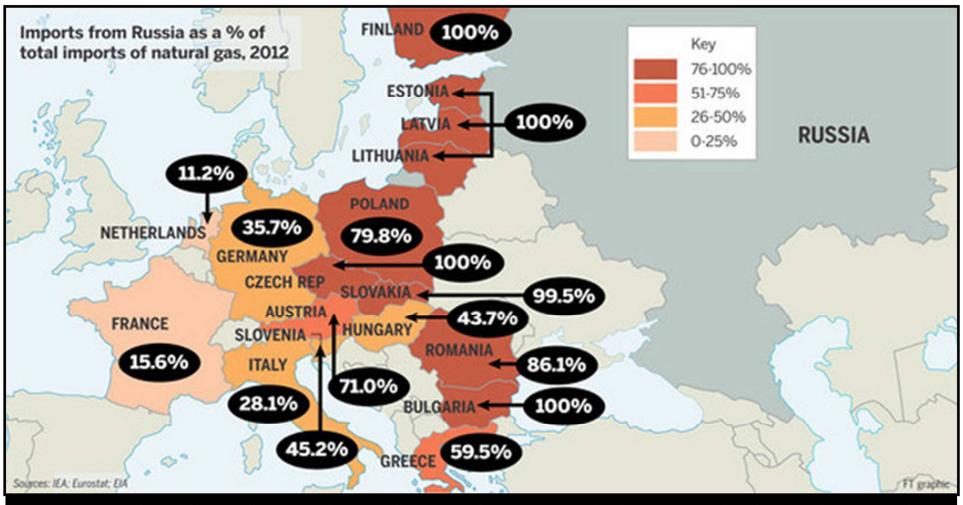
Le Plan Global d'Action Conjoint

Le plan global d'action conjoint signé le 14 juillet 2015 à Vienne par les 8 parties impliqués dans les négociations sur le nucléaire iranien (les cinq membres du conseil permanent de sécurité de l'ONU : les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni / l'Allemagne / l'Union Européenne / l'Iran) est un accord visant à lever les sanctions économiques imposées par les Etats-Unis, l'UE et les Nations Unies à l'Iran. En contrepartie, Téhéran s'engage à restreindre son programme nucléaire sur le long-terme. Cet accord peut être perçu comme étant le moyen de s'assurer que l'Iran ne cherchera pas à se doter de l'arme nucléaire pour au moins les dix prochaines années. De plus, cet accord écarte définitivement toute option militaire en vue d'empêcher l'Iran d'acquérir la technologie nécessaire à l'élaboration d'une arme nucléaire. Ainsi, il est en parfaite adéquation avec la politique de non-prolifération nucléaire issue du traité de non-prolifération (TNP).

© CMAIS 2015

Les ministres des affaires étrangères annonçant la conlusion réussie des négociations pour le plan global d'action conjoint, à Vienne, Autriche, le 14 juillet 2015
Source : Wikimedia Commons, the free media repository

La Russie est certes toujours le principal fournisseur en gaz naturel de l'Europe, exportant pas moins de 80 milliards de dollars de gaz naturel chaque année vers l'Union Européenne. Mais ce changement de paradigme consécutif à la levée des sanctions économiques contre l'Iran, pourrait permettre à Téhéran de se positionner auprès de l'Europe en tant qu'alternative énergétique à Moscou, profitant du froid diplomatique et du climat de tension existant entre l'UE et la Russie suite à la crise ukrainienne. Une opportunité pour le gouvernement iranien qui trouverait, avec la levée de ces sanctions, des débouchés à sa production pétrolière. Dans ce sens, le président iranien Hassan Rohani avait déclaré le 23 septembre 2014, à l'occasion d'un entretien avec le président Autrichien Heinz Fischer à New York, que « *l'Iran pourrait être une source d'approvisionnement en énergie sûre pour l'Europe* ».



Niveau de dépendance énergétique des pays de l'UE vis-à-vis de la Russie
Sources : IEA, Eurostat

Mais pour accroître substantiellement ses exportations de pétrole et de gaz, Téhéran devra moderniser son infrastructure, ce qui exigera des dépenses colossales – entre 300 et 450 milliards de dollars, selon certaines estimations. Cette remise à niveau prendra des années, laissant le temps à la Russie de se préparer aux changements

à venir par une réorientation stratégique vers l'Asie, et par un renforcement de son partenariat stratégique avec l'Iran, puisqu'il sera dorénavant plus facile pour Moscou et Téhéran de développer leur coopération nucléaire, mais aussi militaire par l'acquisition de l'Iran de technologies militaro-industrielle produite par la Russie.

> *L'Iran est prêt à fournir du gaz à l'Europe via le gazoduc Nabucco, a annoncé lundi (11/08/2014) Ali Majedi, vice-ministre iranien du Pétrole chargé des relations internationales. Selon lui, cette proposition a déjà retenu l'attention de deux pays européens. "Au moment où l'Europe cherche à diversifier les livraisons d'hydrocarbures, l'Iran - qui possède des ressources gazières parmi les plus riches du monde - pourrait fournir du gaz à l'UE via le gazoduc Nabucco", a déclaré M. Majedi aux médias iraniens. Le vice-ministre a ajouté que l'Iran avait récemment accueilli des délégations de deux pays européens venues étudier les itinéraires d'acheminement possibles. D'après M. Majedi, qui a refusé de citer ces pays, il existe plusieurs itinéraires, dont ceux passant par la Turquie, l'Irak, la Syrie, le Caucase et la mer Noire. Selon le responsable iranien, l'itinéraire turc est de loin le meilleur.*
>
> *Source : RIA Novosti 11 août 2014*

Le projet de pipeline Iran-Irak-Syrie (dit Pipeline Islamique ou pipeline de l'amitié)

L'émirat du Qatar avait envisagé en 2009 le tracé d'un gazoduc allant du Golfe Arabo-Persique jusqu'en Turquie et transitant par l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Syrie. L'un des objectifs de ce projet était de raccrocher ce gazoduc à l'ambitieux projet Nabucco afin d'exporter le gaz qatari vers l'Europe. Damas refusa de signer le projet, privilégiant un accord avec l'Iran, mais aussi pour ménager les intérêts, entre autres énergétiques, de la Russie, principal allié de la Syrie. En juin 2011, un protocole a été formalisé entre l'Iran, l'Irak et la Syrie en vue de mettre en place un gazoduc, baptisé **IGS** (*Islamique Gas Pipeline*) à l'horizon 2016.

Les tracés des deux grands projets de gazoducs, le projet du Qatar et le GIS qui va de l'Iran vers les côtes syriennes en passant par l'Irak.

Ce gazoduc devait parcourir environ 1500 km en traversant trois pays : 225 km en Iran, 500 km en Irak, et 500 à 700 km en Syrie, pour traverser ensuite la Méditerranée et rejoindre, au final, la Grèce. Le passage par la Turquie serait ainsi évité. Le coût de construction de ce pipeline était estimé à 10 milliards de dollars, et devait être lancé entre 2014 et 2016. Etant conçu pour pouvoir transporter 110 millions de mètres cubes par jour, le projet IGS, qui repose sur les énormes réserves iraniennes de gaz, se présentait comme un sérieux concurrent du projet Nabucco, sachant que la part de consommation de l'Europe était estimé à 50 millions de mètres cubes par jour. De même, le projet faisait état de la possibilité pour l'Europe de s'approvisionner directement au niveau des ports syriens. Si le projet avait abouti, les deux principaux perdants auraient été le Qatar, qui se serait vu interdit le passage pour son projet de gazoduc par le territoire syrien (*la région de* **Homs**[4] *étant le nœud gordien du projet Qatari*), et la Turquie que le projet IGS contourne et écarte en tant que zone de transit énergétique.

Ce facteur énergétique pourrait en partie expliquer la forte implication diplomatique, financière mais aussi logistique de la Turquie et du Qatar dans le dossier syrien au côté de l'opposition syrienne (modérée et radicale) en vue de renverser le régime de Bachar Al-Assad. Car dans l'éventualité de la chute du régime Syrien, le nouveau pouvoir sera disposé à signer le projet Qatari, au détriment de l'Iran.

Le projet « Corridor Gazier du Sud » (TANAP—TAP)

L'objectif de ce projet est la mise en place d'un gazoduc, qui fera la jonction entre le champ gazier de Shah Deniz II situé en Azerbaïdjan et la Grèce, via la Turquie, par le pipeline trans-anatolien (TANAP). De la Grèce, le gaz transitera vers l'Italie via le pipeline trans-adriatique (TAP).

Bien qu'ambitieux, ce projet n'est, pour des raisons de capacité, pas suffisant pour réduire de manière importante le niveau de dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie. En effet, ce pipeline ne pourra fournir que 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel à l'Europe, soit huit fois moins que ce que fournit la Russie en gaz à l'UE.

Par contre, si l'Iran est intégré à ce projet, et si dans le même temps le projet « *Nabucco* » est réactivé, la Russie risque dans ce scénario de perdre des parts de marché importantes au profit de l'Iran, réduisant du coup le niveau de dépendance européenne au gaz russe.

[4] *Note : Homs et sa région constituent depuis le début du conflit syrien un enjeu stratégique majeur aussi bien pour le régime que pour l'opposition. Le district d'Al-Qusayr de la préfecture de Homs a été le théâtre d'une violente bataille en 2013 entre l'armée arabe syrienne et le Hezbollah d'un côté, et le Front al Nusra et d'autres brigades rebelles de l'autre.*

Les turques seraient également fortement intéressés par la réalisation de ce projet pour deux raisons. La première étant relative aux importants revenus que la Turquie recevra en tant que territoire de transit. La deuxième est que, dans sa stratégie de diversification de ses fournitures en gaz, la Turquie désire faire passer ses importations gazières en provenance d'Iran de 10 à 20 milliards de mètres cubes par an.

Le projet IP (Iran - Pakistan)

Lancé en 2010, ce projet vise à relier sur 1.800 km les champs gaziers de South Pars en Iran, à Nawabshah, ville située près de la métropole économique du Pakistan, géant de près de 200 millions d'habitants affecté par une crise énergétique qui freine sa croissance.

Source : The Wall Street Journal
Sui Northern Gas Pipelines Limited

En 2013, l'Iran avait célébré la fin de la construction du pipeline de son côté de la frontière, mais le Pakistan, lui, avait tergiversé avant d'affirmer ne pas pouvoir aller de l'avant avec ce projet en raison des sanctions américaines et européennes imposées à Téhéran en lien avec son programme nucléaire. Le ministre pakistanais du pétrole, Shahid Khaqan Abbasi, avait ouvertement déclaré à l'AFP que « *la concrétisation du gazoduc entre le Pakistan et l'Iran n'est pas possible en raison des sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne* ».

© CMAIS 2015

Selon la chaîne publique iranienne « *Irib* », la construction des 900 km de la partie iranienne du gazoduc a été achevée. Cependant côté pakistanais, les 750 km sont à construire. Téhéran a accepté de prêter 500 millions de dollars à Islamabad, soit le tiers du coût estimé de la portion pakistanaise, rapporte l'agence iranienne Fars. Avec l'accord sur le nucléaire iranien conclu le 14 juillet 2015 et qui prévoit la levée des sanctions imposées à Téhéran, le projet IP pourra être relancé, notamment du côté pakistanais où l'essentiel reste à faire sur le plan des infrastructures. Une fois achevé, le gazoduc pourrait acheminer vers le Pakistan jusqu'à 21,5 millions de mètres cubes de gaz par jour.

Vers un pipeline Iran—Pakistan—Chine ?

Dans le cadre de l'ambitieux projet de corridor économique sino-pakistanais visant à relier l'ouest de la Chine au Moyen-Orient via le Pakistan, Pékin finance actuellement la construction d'un gazoduc reliant la ville de Nawabshah au port pakistanais en eaux profondes de Gwadar, situé sur la mer d'Arabie, près de l'Iran. Une fois ce gazoduc achevé, le Pakistan "n'aura plus qu'à le prolonger sur 80 kilomètres" pour gagner l'Iran à l'ouest, et pourrait à plus long terme l'allonger au nord-est jusqu'à la Chine, a souligné M. Abbasi, le ministre pakistanais du Pétrole.

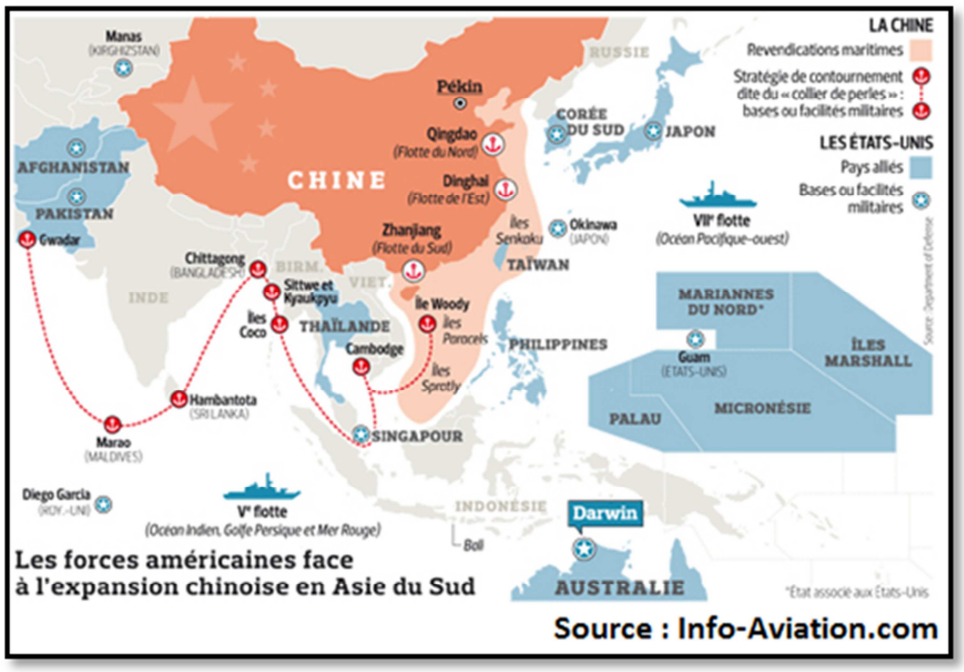
Source : AFP 15 Juil. 2015

Le projet IPI (Iran - Pakistan - Inde) :

Le projet IPI, surnommé le « *pipeline de la paix* », remonte à loin, sachant que les premières négociations datent de 1994. L'objectif initial était de pouvoir alimenter les énormes besoins énergétiques de l'Inde en gaz iranien. Mais le pipeline est aussi essentiel pour le Pakistan, qui y voit l'occasion de couvrir une part non négligeable de leurs besoins énergétiques. La capacité initialement prévue du pipeline était de 22 millions de mètres cubes par jour, pourrait atteindre au final un objectif de 55 millions de mètres cubes par jour.

Trajet prévu du Pipeline de la Paix (Iran - Pakistan - Inde)
Source : ARTE

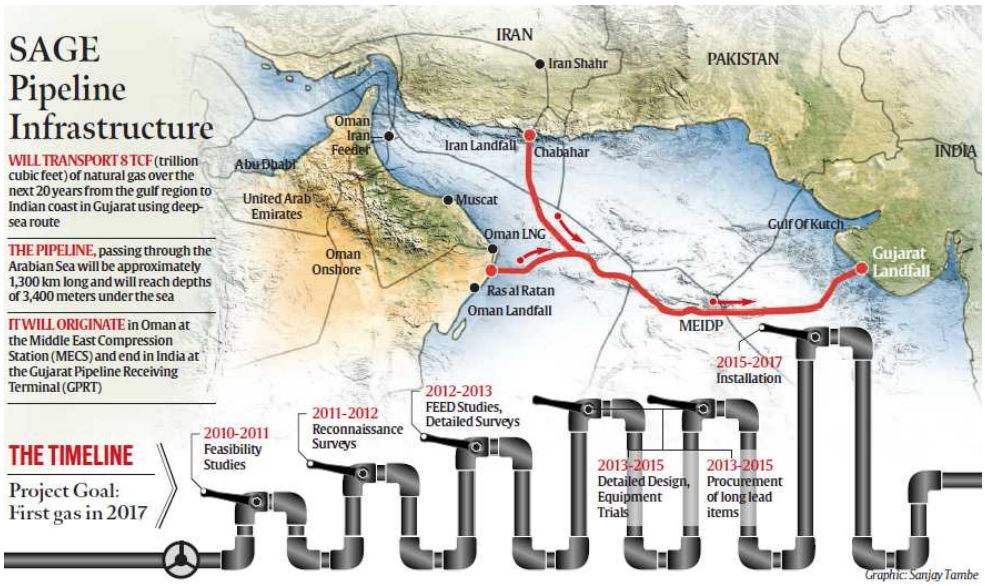
Ce projet fut pressenti par les américains comme une menace pour leurs intérêts régionaux, puisqu'ils considèrent qu'il risque de donner à l'Iran une influence décisive sur le sous-continent indien, et surtout sur l'Asie du Sud, qui représente le nouveau champ de la rivalité sino-américaine dans la région. Les pressions exercées par Washington sur Islamabad ont été particulièrement fortes. L'objectif étant de pousser le Pakistan à abandonner le projet.



Cependant, bien que le projet ait pris du retard, on se refuse aussi bien du côté pakistanais qu'indien d'abandonner le projet. Ainsi, en janvier 2014, le ministre indien des affaires étrangères, Salman Khurshud, a annoncé que l'Inde n'avait jamais abandonné le projet, en rappelant l'importance de ce pipeline pour l'approvisionnement énergétique de son pays, mais aussi pour la création d'interdépendances entre l'Inde et le Pakistan, qui favoriseraient le développement des relations entre les deux pays et seraient une voie vers le renforcement de la paix. Là encore, la signature du « *Plan d'action conjoint* **»** le 14 juillet 2015 à Vienne, laisse entrevoir la possibilité d'une relance de ce projet.

Le projet MEIDP « Middle East to India Deep Water Pipeline »

Le projet MEIDP représente une alternative au projet IPI (Iran-Pakistan-Inde) aussi bien pour l'Inde que pour l'Iran. Car bien que la diplomatie indienne ait présenté le projet IPI comme une opportunité de rapprochement entre l'Inde et le Pakistan et comme une occasion de paix, il n'en demeure pas moins que l'Inde préfère ne pas se mettre en position de vulnérabilité vis-à-vis de son « ennemi » historique, alors qu'il existe une alternative viable. Le pipeline partirait ainsi d'Oman pour arriver en Inde dans l'Etat du Gujarat, et serait alimenté, en partie par le gaz iranien.



Trajet du pipeline "*Middle East to India Deep Water Pipeline* " prévu par SAGE (*South Asia Gas Entreprise*)

Source : The Indian Express

Au cours de l'année 2014, d'importantes discussions ont eu lieu entre le Sultanat d'Oman, l'Iran et l'Inde autour de ce projet.

Que ce soit à travers la réalisation du projet IPI ou du MEIDP, **l'Inde voit dans l'Iran comme une solution stratégique** incontournable dans la réalisation de sa sécurité énergétique. Ainsi, la signature du « Joint Plan of Action » est vue par l'Inde comme un changement de paradigme dans lequel il compte s'intégrer pleinement, en se positionnant au plus vite sur le marché énergétique iranien, avant son ouverture complète à la concurrence mondiale.

© CMAIS 2015

Pluralité des scenarios et futurs bouleversements géostratégiques

L'Iran dispose incontestablement de tous les atouts stratégiques indispensables à son émergence en tant que puissance énergétique majeure. Les énormes réserves iraniennes de gaz et de pétrole sont encore largement sous-exploitées et représentent un potentiel considérable de croissance économique et d'attraction d'investissements étrangers, notamment en provenance des pays et des firmes européennes qui voient en l'Iran une alternative viable à la Russie en tant que principal fournisseur d'hydrocarbures.

Projet de pipeline	Pays fournisseurs	Pays de transit	Pays clients	Extension possible	Statut
Nabucco	Azerbaïdjan / Iran	Turquie – Bulgarie – Roumanie – Hongrie – Autriche	Europe Central	-	En suspens
Islamique (pipeline de l'amitié)	Iran	Irak – Syrie	Pays de la Méditerranée / Europe du Sud	-	Abandonné
Corridor Gazier Sud (TANAP-TAP)	Azerbaïdjan – Turkménistan	Turquie - Grèce - Italie	Europe du Sud / Europe Centrale	-	En construction
IP (Iran-Pakistan)	Iran	-	Pakistan	Vers la Chine	Partiellement achevé – en suspens
IPI (Iran-Pakistan-Inde)	Iran	Pakistan	Inde / Pakistan	Vers les pays de l'Asie du Sud	En cours de négociation
MEIDP (Middle East to India Deep Water Pipeline)	Iran	Sultanat d'Oman	Inde	Vers l'Asie du Sud	En cours de négociation

© CMAIS 2015

Situé entre les deux grands pôles consommateurs d'hydrocarbures que sont l'Europe (*via la Turquie*) et l'Asie (*Chine, Pakistan, Inde,*…), ce positionnement stratégique place l'Iran au centre du grand jeu énergétique mondiale. En effet, cela lui permettra à termes, dès la levée définitive des sanctions, d'étendre progressivement son influence économique et politique au-delà de son pré carré (*Irak, Sud Liban, Syrie et Yémen*) et ainsi d'accroitre son poids géopolitique sur la scène mondiale. Cela pourra se faire à travers la réactivation (*Nabucco,* …) ou la création de futurs pipelines à destination de l'Europe et de l'axe Pakistan-Inde-Chine, créant ainsi des schémas de dépendance énergétique.

A ces facteurs s'ajoute le contrôle partiel par l'Iran de deux verrous stratégiques majeurs :

- Le verrou du détroit d'Ormuz par où passe 40 % du trafic maritime mondial de pétrole, à travers la base militaire navale iranienne de Bandar Abbas et des bases militaires protégeant les îles de « *Tomb* » et d'« *Abu Musa* ».
- Le verrou de la mer Caspienne, qui suscite de par ses richesses en hydrocarbures la convoitise aussi bien des pays riverains (Iran, Russie, Kazakhstan, Azerbaïdjan et Turkménistan), que de pays plus lointain comme la Chine qui cherche à garantir sa sécurité énergétique en partie grâce au gaz naturel turkmène.

Deux obstacles se sont jusqu'à présent opposé aux ambitions iraniennes. Le premier, et sans doute le plus handicapant, est l'embargo imposé par l'ONU et par les pays occidentaux à l'Iran, qui a progressivement paralysé et étouffé l'économie iranienne. Le second étant la conséquence du premier, est l'état d'obsolescence des infrastructures iraniennes, notamment dans le secteur de la production des hydrocarbures.

Mais suite à l'accord sur le nucléaire iranien signé le 14 juillet 2015 et qui met fin à 12 ans de crise et de tension diplomatique entre l'Iran et les pays occidentaux (*principalement les Etats-Unis*), de nouvelles perspectives s'ouvrent aux deux parties. Parmi les différents scénarios possibles, deux apparaissent particulièrement plausibles.

Emergence de l'Iran et isolement de la Russie

La levée des sanctions contre l'Iran pourrait permettre la réactivation d'importants projets de pipelines visant à réduire la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie. En effet, si la levée des sanctions s'accompagne d'un flux d'investissements assez rapide, l'Iran serait à même de fournir à l'Europe entre 10 et 20 milliards de mètres cubes de gaz par an, et ce dès 2020.

© CMAIS 2015

Conscient de cette possibilité, le gouvernement iranien a fait savoir dès 2014 par l'intermédiaire de son ministre du pétrole, Bijan Namdar Zanganeh qu' « *en tant que pays capable de fournir du gaz en volume très importants, l'Iran est toujours désireuse d'avoir sa place sur le marché de l'Union Européenne, que ce soit par l'utilisation de pipeline ou sous forme de gaz* liquéfié ».

Cependant, vu les limites techniques et logistiques actuelles, mais aussi pour ne pas se mettre à dos la Russie, allié majeur de l'Iran, le président iranien Hassan Rouhani a déclaré le même jour que « *l'Iran ne pourrait véritablement remplacer la Russie comme principal fournisseur de gaz de l'Europe* ». En effet, même en exportant 20 milliards de mètres cubes par an vers l'Europe, l'Iran demeurera loin des 120 milliards de mètres cubes exportés annuellement par la Russie vers ses clients européens.

Il n'en demeure pas moins que d'importants investissements occidentaux et éventuellement chinois dans les infrastructures iraniennes, pourraient à termes permettre à l'Iran d'atteindre des volumes largement plus importants, capables dans 20 ou 30 ans de rivaliser avec le Russie sur le marché européen.

Cependant, la principale crainte de Moscou se situe ailleurs. Selon certains analystes russes, la normalisation des relations entre l'Iran et les occidentaux pourrait constituer un sérieux risque pour l'économie russe et pour la stabilité politique intérieure en Russie, car ce rapprochement se traduira irrémédiablement par une baisse accrue et surtout durable des cours du pétrole dont dépend partiellement la Russie pour équilibrer son budget. Selon certains experts, un baril entre 20 et 50 dollars n'est pas à exclure dans les 5 prochaines années.

Ainsi, la levée des sanctions et le rapprochement entre l'Iran du modéré Rouhani et les occidentaux pourrait avoir selon ce scénario deux conséquences majeures. La première étant l'émergence progressive de l'Iran en tant que puissance énergétique au détriment de la Russie et avec un nouveau statut de gendarmes du Moyen-Orient au détriment du voisin saoudien. La deuxième étant un important affaiblissement de l'économie russe et par conséquent de la popularité du gouvernement de Vladimir Poutine, dans le cadre de la stratégie d'isolement de la Russie menée par les américains depuis 2008. Cette stratégie a connu une importante accélération depuis la crise syrienne dans laquelle la Russie a joué un rôle important dans le sabotage des plans américains visant à faire tomber le régime de Damas, puis, suite à la crise ukrainienne et au rattachement de la Crimée à la Russie.

Rapprochement plus important de l'Iran avec la Russie et le bloc Eurasiatique

L'Iran pourrait tout aussi bien jouer sur les deux tableaux. D'un côté, la levée des sanctions lui permettra de pénétrer le marché du gaz européen, tout en attirant les

investissements étrangers qui contribueront à moderniser son infrastructure gazifière et pétrolifère, et son tissu productif au sens large. De l'autre, cela aura pour avantage de permettre à l'Iran de renforcer sa souveraineté à travers un partenariat stratégique plus poussé avec la Russie et le bloc eurasiatique naissant. Cela prendra certainement la forme d'importants transferts de technologies, notamment dans le secteur militaro-industriel, d'une possible modernisation de l'infrastructure pétrolière et gazière par des compagnies russes (*peut-être même chinoises*) comme le géant russe Gazprom, par la future intégration de l'Iran dans l'OCS (*l'Organisation de Coopération de Shanghai*) et dans le CIPS (*China International Payments System Iran*) qui est l'alternative chinoise au SWIFT (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*). La Russie a également annoncé en 2015 l'élaboration d'un nouveau système de paiement pour contourner le réseau Swift.

Ainsi, au lieu de devenir un rival énergétique de la Russie, l'Iran pourrait devenir un partenaire majeur de Moscou, tout en mettant en place des partenariats économiques avec les pays occidentaux, acquérant ainsi progressivement le statut d'une puissance régionale et énergétique souveraine, mais fortement ancrée de par sa position géographique et sa proximité culturelle dans le nouveau bloc eurasiatique incarné à l'heure actuel par l'OCS.

© CMAIS 2015

© CMAIS 2015

Sources

U.S. Energy Information Administration (EIA), «Country Analysis Brief : Iran », 21 juillet 2014

Judy Dempsey, « Victory for Russia As the EU's Nabucco Gas Project Collapes », Carnegie Europe, 1 juillet 2013

Boussois S. (27 juillet 2015), « L'accord iranien sur le nucléaire, une révolution géopolitique pour la région et pour le monde » GRIP

Chaudet D. (2014), « L'Iran peut-elle devenir une « superpuissance énergétique ? » Confluences méditerranée, n°91 – Automne 2014

Jin Carter. (2013), « Iran to Become Oil Superpower » Energy & Capital, Novembre 2013

Amitav Ranjan, « Stuck in the pipeline: A $4-billion deep-sea gas project » The Indian Express, le 13 mai 2015

© CMAIS 2015

COMPAGNIE MEDITERRANEENNE D'ANALYSE ET D'INTELLIGENCE STRATEGIQUE